



**Pacte Mondial**  
Réseau France

Pacte mondial de l'ONU – Réseau

# Rapport de gestion au 31.12.2024

Assemblée générale 2025

# Sommaire

- I. Rapport de la Trésorière**
- II. Prévisionnel 2025**
- III. Annexes**
- IV. Comptes de résultats**
- V. Communication sur l'engagement**

**Rédaction :**

Stéphanie YAMEOGO, Responsable administrative et financière  
Nils PEDERSEN, Délégué général

**Validation :**

Katia RUET, Trésorière

## Fonctionnement de notre organisation

Le Pacte mondial de l'ONU est une initiative de Nations Unies, dont la direction est assurée par une sous-secrétaire générale des Nations unies, Directrice générale du Pacte mondial. Le Pacte mondial (ou United Nations Global Compact – UNGC) dispose d'un Conseil d'administration, présidé par le Secrétaire général des Nations unies, dans lequel siège également des entreprises et un représentant des Réseaux locaux (LN). Le siège s'appuie également sur une fondation de droit américain (*Foundation for the Global Compact*) pour tous les aspects financiers et administratifs, le Pacte mondial étant financièrement indépendant de l'ONU.

Chacun des réseaux locaux repose sur une organisation de droit local, gérée de manière indépendant et autonome. Chaque réseau local dispose de son propre Conseil d'administration et de ses propres équipes, sans lien hiérarchique avec le siège. Le Pacte mondial – Réseau France<sup>1</sup>, est constituée sous forme associative (loi 1901) depuis 2005. Il est régi par ses propres statuts. Chaque année, Siège et *Foundation* signent avec les réseaux locaux un Mémorandum of Understanding (MoU) qui fixent les modalités de fonctionnement entre le siège et le réseau, y compris au regard du reversement des cotisations. Des *Quality standards* (ou standards de qualité), également signés par le Président du Réseau local et le Délégué général, complètent les MoU.

## Objet social du Pacte mondial – Réseau France

Le Pacte mondial - Réseau France a pour objet de rassembler des personnes morales, entreprises et organisations à but non lucratif françaises, signataires des principes du Pacte mondial des Nations Unies (UNGC) et de promouvoir, tant auprès des entreprises que des pouvoirs publics et du tissu économique dans sa diversité, les Dix principes du Pacte mondial et les 17 Objectifs de développement durable. Il contribue au développement de l'initiative de l'UNGC en France. Le Réseau est constitué en association à but non lucratif. Ses principes d'action relèvent de ses Statuts et des Mémorandum of Understanding (MoU), signés avec le siège.

## Nature et périmètre des activités

Le Pacte mondial – Réseau France est géré sous la forme d'une association loi 1901 à but non lucratif. Ses ressources proviennent quasi exclusivement des cotisations de ses membres. Le Réseau France finance ainsi en autonomie ses frais de fonctionnements et d'activités et ne bénéficie pas de subventions de fonctionnement des pouvoirs publics ou de l'ONU.

Le budget annuel est dédié à la mise en œuvre de nos missions et est approuvé chaque année par le Conseil d'administration et présenté lors des Assemblées générales annuelles. Par ailleurs, le Réseau a souhaité faire appel de manière volontaire à un Commissaire aux comptes pour certifier ses bilans annuels (Mazars).

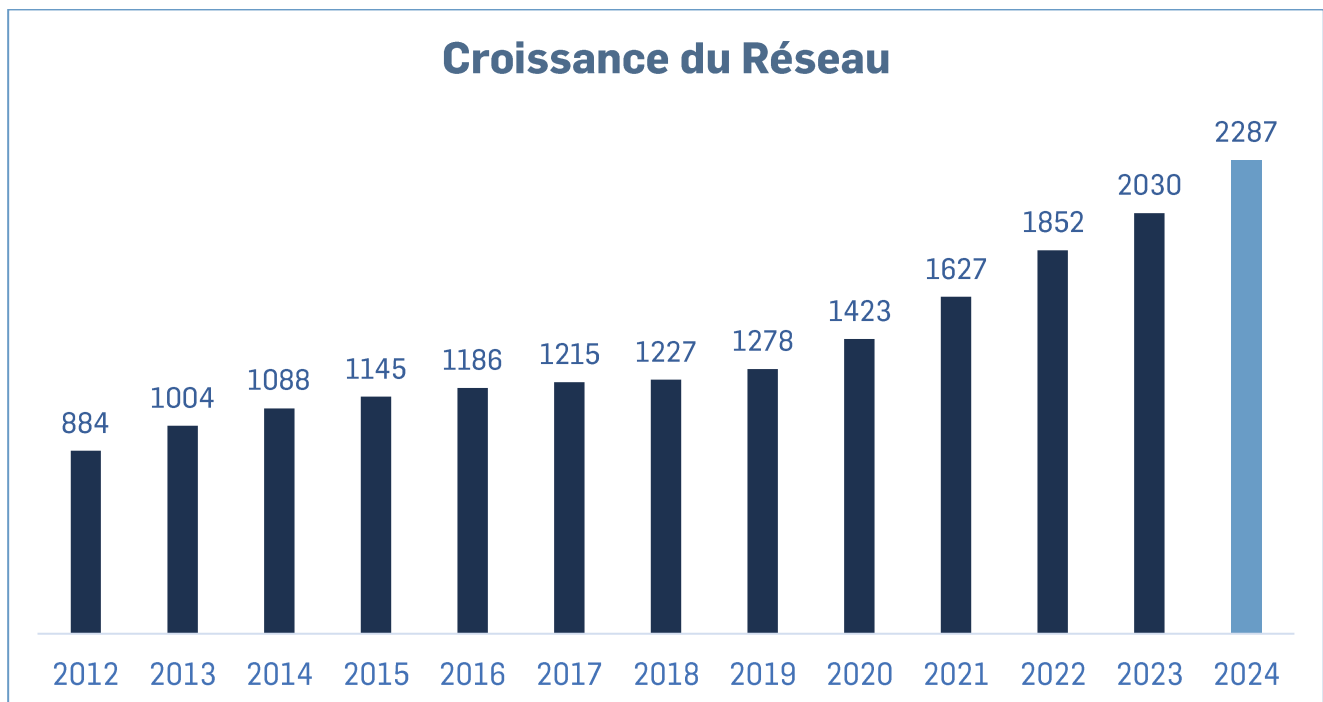
Les cotisations versées au siège assurent le financement des frais de fonctionnement, mais aussi la production des contenus (Académie, Accélérateurs...), les réunions internationales (Leaders Summit, COP...) et toutes les actions de coordinations des Réseaux Locaux (Annual Local Network Forum, Regional Meeting...)...

---

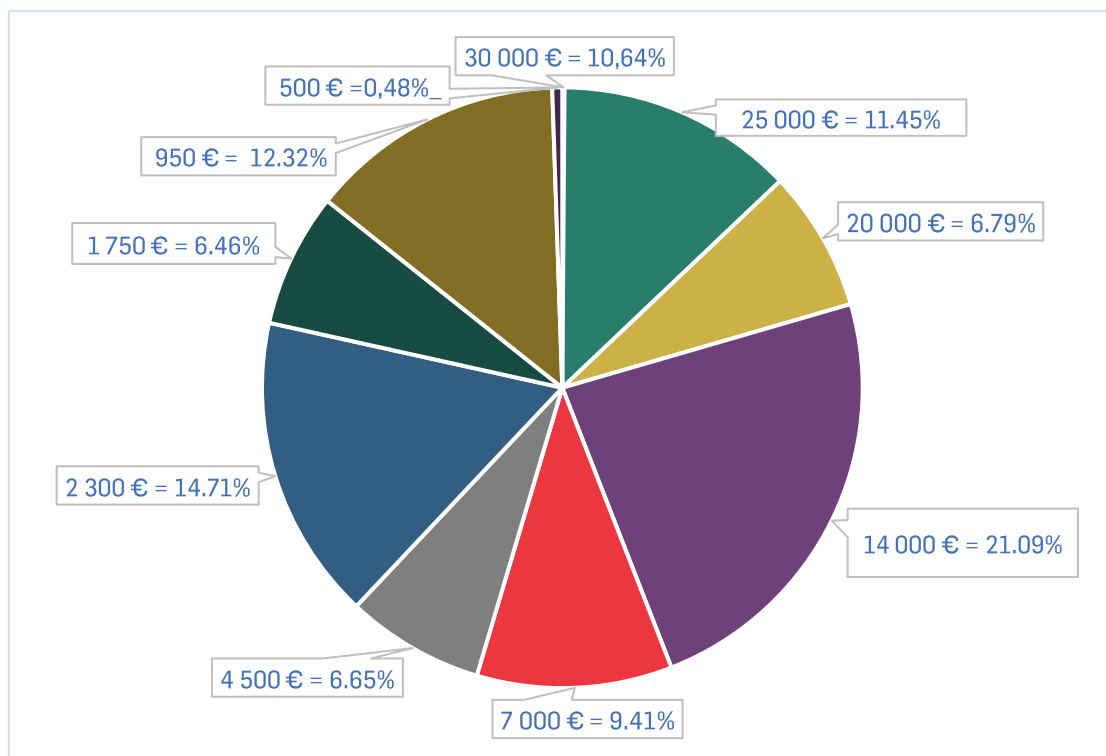
<sup>1</sup> La dénomination sociale de notre organisation est Pacte mondial – Réseau France (entité juridique, déposée au Registre national des associations). Pour autant, en accord avec les MoU, notre structure affiche le nom de Pacte mondial de l'ONU – Réseau France puisqu'il s'agit du Réseau du Pacte mondial de l'ONU en France (ou United Nations Global Compact Network France).

## Moyens mis en œuvre

Le Réseau français poursuit sa croissance, tant en termes de membres à l'initiative qu'en termes d'équipe salariée. En effet, le Pacte mondial - Réseau France a connu une croissance des membres de **+ 16,66 % en 2024** (après **+ 9,15 %** % de croissance en 2023).



## Répartition des cotisations perçues en 2024 selon la taille des membres.



L'année écoulée a été marquée par une consolidation significative de nos capacités opérationnelles, notamment à travers une croissance importante de notre équipe salariée, avec **une augmentation de l'effectif de 44 %**. Cet investissement stratégique en ressources humaines a permis la mise en œuvre de nouvelles actions d'envergure notamment dans la diffusion de contenus et un renforcement notable de notre présence et de notre impact au niveau territorial.

Le **volume d'activités de notre Réseau a considérablement augmenté** et l'équipe a pu se concentrer à la fois sur la rétention des membres - au travers d'une offre de services élargies – mais également procéder à la poursuite de la transformation interne de ses procédures, l'équipe étant passée de 18 salariés en 2023 à **26** au 31 décembre 2024.

Sur l'année 2024, l'effort a été mis sur :

- Élargissement des contenus proposés aux membres avec de nouvelles thématiques, (eau/océan, anti-corruption);
- Augmentation du nombre de Cercles territoriaux 45 contre 42 ;
- Accessibilité de nos contenus en langue française via l'académie ;

L'Assemblée générale de 2024 avait approuvé un investissement de 100 000 € visant à améliorer les outils de communication du Pacte Mondial – Réseau France. L'objectif étant de valoriser et de soutenir le développement de cinq plateformes numériques.

- La plateforme PME, un site internet consultable depuis le site du Pacte mondial – Réseau France qui vise à accompagner les petites et moyennes entreprises dans leur engagement en faveur du développement durable, en leur proposant des outils, des ressources et un parcours adapté à leurs réalités.
- Le navigateur d'offres de services qui facilite l'accès à l'ensemble des membres aux ressources et aux programmes pertinents proposés par le Pacte mondial - Réseau France.
- La plateforme « Accélérerons », qui centralise toutes les initiatives et les acteurs de la durabilité en France simplifiant ainsi la recherche de solutions et de partenaires pour les entreprises.
- Le site web de la Maison du développement durable by Pacte Mondial – réseau France pour accroître la visibilité du Pacte Mondial -Réseau France et engager les parties prenantes autour d'évènements fédérateurs.

Cet investissement a renforcé la capacité du Réseau Français à promouvoir les 10 principes de L'ONU et les Objectifs de Développement Durable, à mobiliser ses membres et à se positionner comme un leader dans la transition vers une économie plus responsable.

En 2024, le Pacte Mondial – Réseau France a changé de siège social, s'installant dans un bâtiment en propre. Ce nouveau lieu, la Maison du Développement Durable du Pacte mondial – Réseau France, n'est pas un simple espace de travail. Il a été conçu comme un véritable outil stratégique : un lieu physique destiné à favoriser activement les échanges, la collaboration et à fédérer l'ensemble de nos parties prenantes (entreprises membres, partenaires, institutionnels, etc).

Investir dans ce siège en propre représente une étape clé pour le réseau, offrant une base solide pour ses opérations et son rayonnement. Les coûts associés à cette transition majeure et à l'aménagement de cet espace dédié à la mission du Pacte mondial – Réseau France justifient en partie l'augmentation constatée des charges.

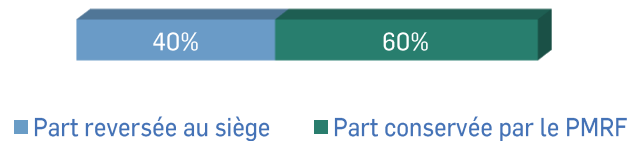
## Compte de résultats

### Les charges d'exploitation

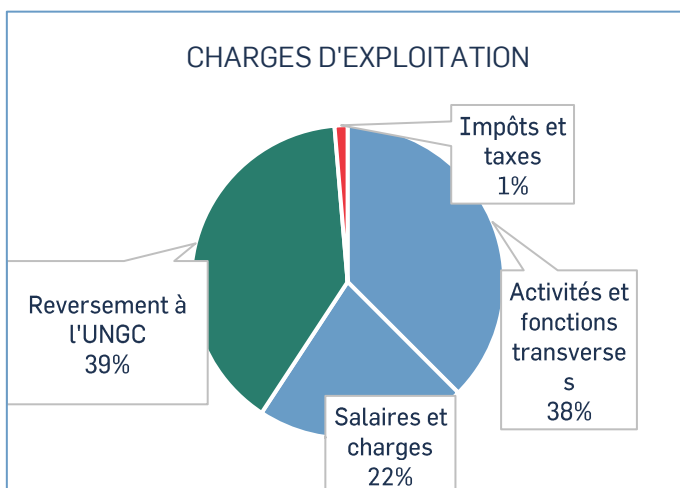
Le montant total des charges s'élève à **7 206 838 €**, soit +32 % par rapport à 2023.

Déduit des reversements des cotisations dues au Siège **2 811 803€** le budget de fonctionnement du Pacte mondial – Réseau France **est de 4 395 035 €**.

#### Ventilation des cotisations



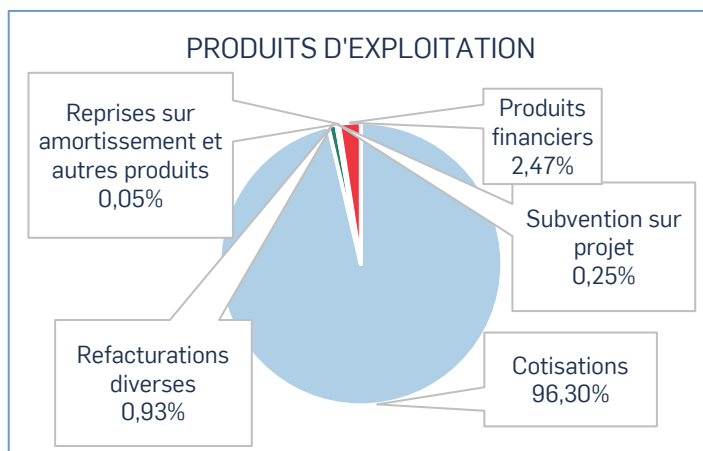
Conformément aux dispositions du Mémorandum of Understanding, le Pacte mondial – Réseau France a reversé 40 % du montant total de ses cotisations annuelles au siège du Pacte mondial des Nations Unies. Ces fonds contribuent à l'animation, la production de contenus et la coordination globale du réseau international. Ils soutiennent notamment des initiatives structurantes telles que les Accélérateurs, le Think Lab ou l'Académie. Par ailleurs, ils permettent de renforcer la coordination des activités locales et des réseaux, en lien étroit avec le système des Nations Unies et les autres réseaux nationaux.



Le détail des charges se présente :

- Autres achats et charges externes : **2 675 910 €**, (+88 % par rapport à 2023) comprenant la location des bureaux, les frais d'organisation de l'Assemblée générale, les frais de manifestations des différents événements et les honoraires divers.
- Impôts et taxes : **95 611 €** (essentiellement les taxes sur les salaires)
- Salaires et traitements : **1 550 941 €** (+46 %)
- Dotations aux amortissements : **72 573 €**

### Les produits d'exploitations



Le Pacte mondial – Réseau France est essentiellement financé des cotisations de ses membres (98.79% de ses produits). Le montant des produits d'exploitation s'est élevé à **6 984 677 €** (+3 % par rapport à 2023).

- Cotisations : **6 896 599 €** (+3 % par rapport à 2023) ;
- Refacturation diverses : **66 724 €** Celles -ci concernent principalement la participation au financement d'activités partagées avec d'autres réseaux de UN Global Compact (regional meeting, UNGA), ainsi que la location

d'espaces au sein de la maison du développement durable.

- Subvention (Projet fondement de la durabilité en Afrique) : **18 000 €**
- Produits financiers : **176 998 €**.

## Le bilan

Quelques faits marquants :

- Augmentation des recettes des cotisations membres : **+ 2 208 K€** ( + 3 % par rapport à 2023)
- Augmentation des produits financiers : **+ 65 K€** ( + 58 % par rapport à 2023).
- Augmentation des frais généraux : **+ 1 254 K€** ( + 88 % par rapport à 2023)
- Augmentation des charges de personnel : **+ 489 K€** ( + 46% par rapport à 2023)
- Augmentation de l'impôt sur les bénéfices : **+ 33K€** (+192% par rapport à 2023)

Le Bureau et le Conseil d'administration assurent un suivi rigoureux et continu de la situation budgétaire tout au long de l'exercice. Conformément à la décision prise lors de l'Assemblée générale de 2022, la sincérité des comptes de l'association, établis par le cabinet comptable FM Richard, est soumise à l'examen de Jérôme Eustache, Commissaire aux comptes du cabinet Mazars.

L'exercice 2024 s'est clôturé avec un déficit de **96 132 €**. Ce résultat nécessite une analyse contextuelle, au regard des évolutions structurelles majeures qui ont caractérisé l'année. Parmi celles-ci, des investissements substantiels en ressources humaines ont été réalisés, parallèlement à une réorientation stratégique significative. Cette dernière s'est notamment traduite par la location d'un siège en propre : la Maison du Développement Durable du Pacte mondial – Réseau France. Ce nouveau lieu a été stratégiquement sélectionné pour optimiser les interactions et consolider la cohésion entre les diverses parties prenantes de notre réseau. Bien que ces changements aient eu un impact financier sur l'exercice écoulé, ils représentent des investissements stratégiques essentiels pour la pérennité et le développement futur du Pacte mondial – Réseau France. Il est important de souligner que certaines des dépenses engagées en 2024, liées à ces évolutions structurelles, ne sont pas amenées à se reproduire au cours de l'exercice 2025. Bien que le nombre de membres ait augmenté, le montant du reversement au siège a diminué, car les nouveaux membres sont essentiellement des PME, et la totalité de leur cotisation est conservée par le Pacte Mondial.

| Données comptables 2024                       |                    |                    |              |
|-----------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------|
|                                               | 2024               | 2023               | Variation    |
| <b>Produits d'exploitation</b>                | <b>6 984 677 €</b> | <b>6 756 103 €</b> | <b>3%</b>    |
| Cotisations                                   | 6 896 599 €        | 6 675 763 €        | 3%           |
| Refacturations diverses                       | 66 724 €           |                    |              |
| Subvention sur projet                         | 18 000 €           | 40 667 €           | -56%         |
| Reprises sur amortissement et autres produits | 3 353 €            | 39 674 €           | -92%         |
| <b>Charges d'exploitation</b>                 | <b>7 206 838 €</b> | <b>5 445 842 €</b> | <b>32%</b>   |
| Activités et fonctions transverses            | 2 675 910 €        | 1 421 067 €        | 88%          |
| Salaires et charges                           | 1 550 941 €        | 1 061 696 €        | 46%          |
| Reversement à l'UNGC                          | 2 811 803 €        | 2 870 553 €        | -2%          |
| Impôts et taxes                               | 95 611 €           | 57 848 €           | 65%          |
| Dotations aux amortissements                  | 72 573 €           | 34 678 €           | 109%         |
| Impôts sur les bénéfices                      | 50 728 €           | 17 317 €           | 193%         |
| <b>Produits financiers</b>                    | <b>176 998 €</b>   | <b>111 624 €</b>   | <b>59%</b>   |
| <b>Résultat</b>                               | <b>-96 132 €</b>   | <b>1 404 465 €</b> | <b>-107%</b> |
| <b>Fonds propres</b>                          | <b>5 642 834 €</b> | <b>5 738 966 €</b> | <b>-2%</b>   |

## Trésorerie

La Trésorerie du PMRF est très saine. En mars 2025, le Conseil d'administration a validé le placement de 3 millions d'euros auprès de la banque Rothschild Martin Maurel, conformément à l'article 21 des statuts relatif aux fonds propres. Ces fonds seront en partie investis dans des «green bonds» classés Article 9 selon le règlement SFDR, garantissant une orientation claire vers des investissements durables. Cette décision reflète la volonté du réseau d'aligner sa gestion financière au regard de ses principes d'action, en contribuant, y compris par des leviers financiers, au soutien d'entreprises à fort impact positif sur les enjeux de durabilité.

| Situation de la trésorerie au 31.12.24 |                    |
|----------------------------------------|--------------------|
| Compte courant                         | 306 173 €          |
| Compte épargne                         | 4 819 641 €        |
| Livret A                               | 83 493 €           |
| <b>Total des comptes</b>               | <b>5 209 309 €</b> |

## Bilan analytique

Une lecture des comptes en analytique illustre de manière plus pertinente la réalité financière du Pacte mondial – Réseau France. Le Réseau collecte les cotisations dues au titre de l'engagement au sein de l'UNGC, dont **il a reversé 40 % des cotisations au siège**, sur la base du barème contractuel signé chaque année dans le Mémorandum of Understanding (MoU).

Le budget de fonctionnement de l'association pour l'exercice 2025 s'établit à un montant total de **4 395 095 €**. L'analyse de la répartition de ce budget met en lumière les priorités stratégiques de l'organisation, intrinsèquement liées à la nature de ses activités. Celles-ci reposent principalement sur l'animation de son réseau, la production et la promotion de contenus.

- Pôle Vie de réseau : représentant **29.50%** des dépenses. Ce pôle est le principal poste de dépenses de l'année. Il reflète la nature même du Pacte mondial – Réseau France, qui est avant tout une communauté de membres engagés. Ce pôle regroupe l'ensemble des actions dédiées à l'animation et à la structuration de cette communauté : organisation de temps forts tels que l'Assemblée Générale, les Rendez-vous en Région, et les des Cercles régionaux. Ces dépenses visent à renforcer les liens entre membres, favoriser les échanges de bonnes pratiques et ancrer l'action du réseau sur tout le territoire.
- Pôle Programmes : Ce pôle représente **25.93%** des dépenses. Les dépenses engagées sont directement liées à la conception, au développement et à la mise en œuvre des programmes et initiatives pilotés par le Pacte mondial – Réseau France. Elles permettent de proposer des contenus à forte valeur ajoutée pour accompagner les membres dans leur transformation, en lien avec les Objectifs de développement durable.
- Pôle Communication : Représentant **23.01%** des dépenses totales, celles -ci sont dédiées à la visibilité et à la communication du Pacte mondial – Réseau France. Elles couvrent la promotion des événements du Pacte mondial – Réseau France mais aussi les bonnes pratiques de ses membres. Elles financent également la création, la gestion et l'animation des plateformes numériques de la structure.
- Pôle Relations institutionnelles : Ce pôle mobilise **7.83 %** du budget. Les dépenses engagées concernent les activités de représentation et d'entretien des relations avec les partenaires institutionnels et les pouvoirs publics.

- **3.37%** des dépenses sont allouées au fonctionnement des relations entre le siège (UNGC) et les entités du réseau local.
- **3.83%** restants des dépenses sont consacrés aux charges non directement liées aux pôles d'activité, comprenant les dotations aux amortissements des actifs, ainsi que les impôts et taxes dus par l'association.

### Ventilation des Charges Administratives et Sociales

Il est important de noter que les charges administratives et sociales, qui incluent notamment le loyer du siège social, les charges de fonctionnement du Pacte mondial – Réseau France, les salaires du personnel, les coûts de maintenance informatique, les honoraires de prestataires externes (cabinet comptable, cabinets de recrutement, cabinet juridique, outils de gestion), ont été intégrées aux différents pôles d'activité selon une clé de répartition pertinente.

Cette allocation reflète le caractère transversal de ces charges, qui sont intrinsèquement liées au soutien de la mission globale de l'association : informer ses membres, outiller leurs actions, fédérer les acteurs engagés et consolider l'impact collectif. Cette méthode de ventilation permet d'obtenir une vision plus précise du coût réel de chaque pôle d'activité au regard des ressources mutualisées nécessaires à leur fonctionnement.

### **Ressources humaines**

L'équipe se compose désormais de 5 Pôles :

- Un Délégué général
- Un Pôle Administration et Finances, avec 2 collaborateurs
- Un Pôle Programmes, avec 8 collaborateurs
- Un Pôle Vie de Réseau, avec 8 collaborateurs
- Un Pôle Communication, avec 5 collaborateurs
- Un Pôle Relations institutionnelles, avec 2 collaborateurs

Afin d'optimiser le déploiement des actions initiées par le siège et d'élargir notre champ d'intervention autour des Objectifs de Développement Durable, le Pôle Programmes a connu une croissance significative. Cette expansion s'est notamment concrétisée par le recrutement de deux nouveaux chargés de mission, l'un dédié aux enjeux de l'eau, de l'océan et de la forêt, et l'autre spécialisé dans l'anti-corruption.

|                                                                                                                                                 |       |                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------------|
| <b>Ventilation de 1 000€ de recettes destinées au fonctionnement du Pacte mondial Réseau France, après déduction des 40% reversés au siège.</b> | 259 € | Création et diffusion contenus auprès des membres |
|                                                                                                                                                 | 295 € | Animation du Réseau et engagement des membres     |
|                                                                                                                                                 | 230 € | Communication et études                           |
|                                                                                                                                                 | 65 €  | Acquisition des membres et rayonnement extérieur  |
|                                                                                                                                                 | 78 €  | Relations institutionnelles et partenariales      |
|                                                                                                                                                 | 34 €  | Relations avec UNGC / One Global Compact          |
|                                                                                                                                                 | 22 €  | Impôts et taxes                                   |
|                                                                                                                                                 | 17 €  | Dotations aux amortissements                      |

Le Pôle Vie de Réseau a activement répondu aux enjeux territoriaux définis par le Conseil d'administration. Au cours de l'année 2024, 42 réunions de Cercles ont été organisées, complétées par plusieurs Rendez-vous en région (Lyon, Nancy, Nantes, Toulon). Pour renforcer sa présence auprès des membres du territoire, le Pôle s'est enrichi de l'arrivée d'une chargée d'animation des territoires portant leur nombre à trois. De plus, le recrutement d'une chargée d'événementiel a permis de structurer et de dynamiser notre offre événementielle notamment à la maison du développement durable du Pacte mondial – réseau France.

Le Pôle Communication a significativement renforcé son impact numérique, conformément aux décisions prises lors de la dernière assemblée générale. De nouvelles plateformes dédiées à nos membres ont été déployées, telles que la plateforme PME, Le parcours membres, Accélérons et le site de Maison du développement durable by Pacte mondial – Réseau France. Un chargé de mission projet numérique assure la coordination de ces nouvelles initiatives.

Enfin, le Pôle Administration et Finance a procédé à l'embauche d'une chargée d'administration ayant pour mission principale la gestion du bâtiment et l'optimisation de son utilisation dans le cadre des locations.

## Mécénat de compétences

En 2024, le Pacte mondial – Réseau France a bénéficié d'un soutien sous forme de mécénat de compétences. Dans le cadre de cette initiative, Mme Martine Bourcy-Reiss, collaboratrice de l'entreprise Michelin, a apporté son expertise au pôle programme sur la thématique des droits humains. Cette collaboration, d'une durée de six mois, a permis de renforcer les capacités du Pacte mondial – Réseau France dans ce domaine. La valorisation du temps de présence de Mme Bourcy-Reiss au titre de ce mécénat est estimée à **70 911 €**.

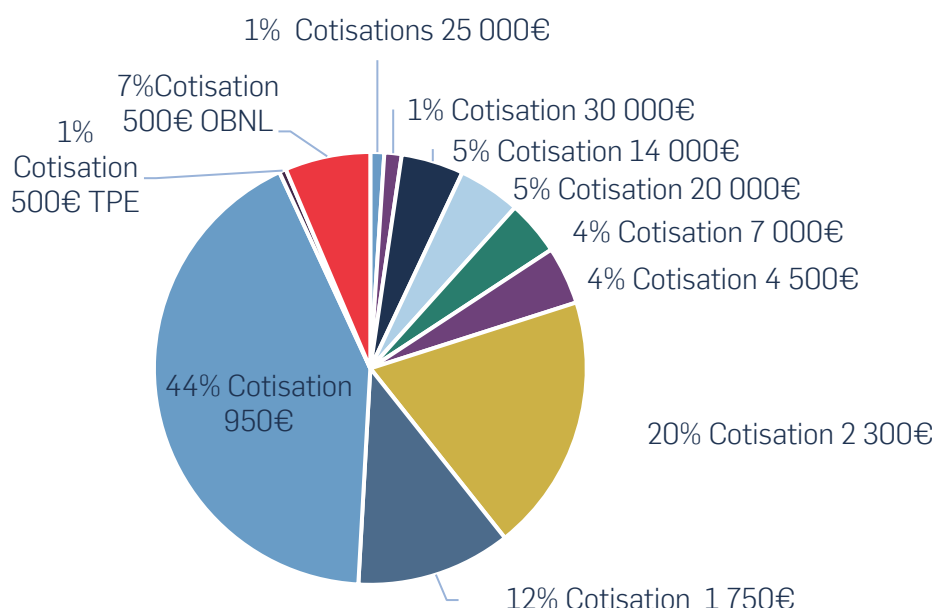
## 2.

## Prévisionnel 2025

Le budget prévisionnel 2025 s'inscrit dans la continuité de 2024. En 2025, nous prévoyons une augmentation de **360 membres** (+14 %). S'il est essentiel en termes budgétaires de conserver l'engagement des grands groupes et des ETI, un équilibre est recherché entre acquisition des PME et ETI, mais aussi des TPE et des organisations à but non lucratif, soit des recettes totales d'un montant de **7,8 M€**.

Lors de l'établissement des recettes prévisionnelles, une attention particulière a été portée aux incidences potentielles de la mise en application de la Directive CSRD, spécifiquement sur la catégorie des grandes entreprises membres. L'analyse de l'impact de cette évolution réglementaire sur les membres a conduit à anticiper, avec prudence, une légère perte pour le Pacte mondial – Réseau France sur l'exercice concerné, reflétant les ajustements potentiels liés à ce contexte nouveau.

## Ventilation des recettes prévisionnelles liées au cotisations par montant.



## Autres recettes

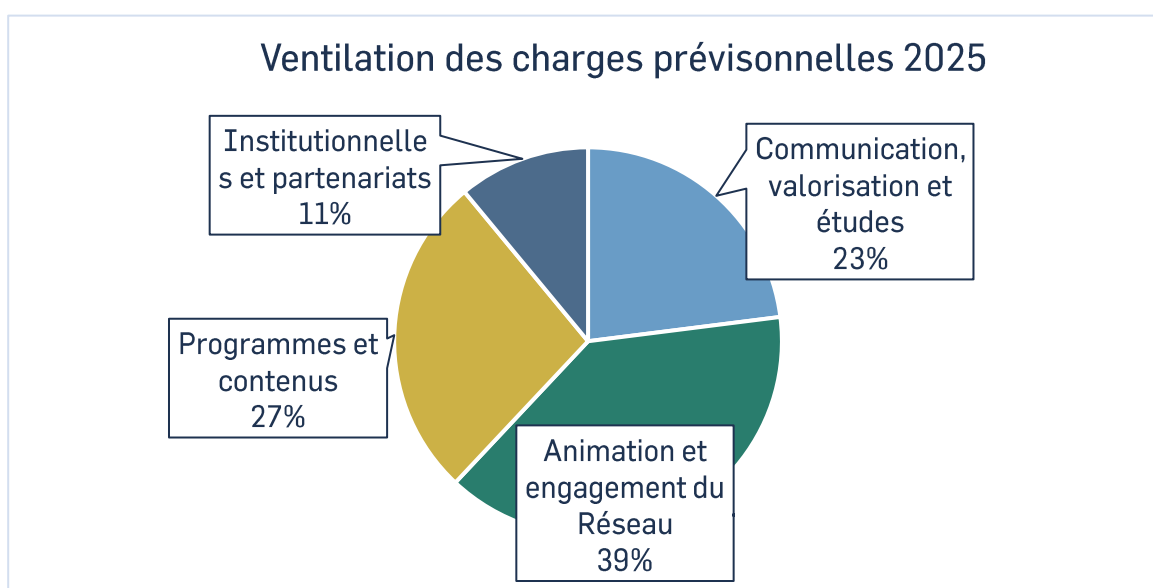
Trois nouvelles sources de recettes sont anticipées, en lien direct avec l'installation dans le nouveau siège, conformément aux résolutions adoptées en Conseil d'administration.

- Les recettes résidents, évaluées à 85 056 €, proviennent des locations versées par les structures accueillies de façon pérenne. À ce jour, deux résidents sont déjà installés : l'AFNU et ONU Femmes France, témoignant de l'attractivité du lieu et de la cohérence des valeurs partagées.
- Les recettes locatives sont estimées à 110 400 €. Elles correspondent aux locations ponctuelles d'espaces aux membres pour l'organisation d'événements privés.
- Les recettes d'activité, prévues à hauteur de 88 500 €, sont directement liées à la programmation annuelle, notamment les Universités d'été et le voyage apprenant, deux formats qui contribuent à la fois au rayonnement externe et à l'implication des membres.

Ces nouvelles lignes budgétaires traduisent la volonté d'optimiser l'usage du nouveau siège, tout en renforçant son rôle de lieu de vie, d'échanges et d'impact collectif.

## Charges prévisionnelles 2025 par pôle d'activité

| Pôles                                        | Budget d'activité  | Salaires et frais transversaux | Total pôles        |
|----------------------------------------------|--------------------|--------------------------------|--------------------|
| <b>Communication, valorisation et études</b> | 267 508 €          | 777 976 €                      | 1 045 484 €        |
| <b>Animation et engagement du Réseau</b>     | 584 500 €          | 1 188 717 €                    | 1 713 717 €        |
| <b>Programmes et contenus</b>                | 86 590 €           | 1 142 181 €                    | 1 215 821 €        |
| <b>Institutionnelles et partenariats</b>     | 73 640 €           | 416 808 €                      | 503 398 €          |
|                                              | <b>1 012 238 €</b> | <b>3 525 681 €</b>             | <b>4 937 919 €</b> |



Le budget 2025 est stable par rapport à celui de 2024.

L'action s'articulera autour de quatre priorités :

**Outils** : Offrir des programmes et outils pour comprendre les enjeux et leviers de la durabilité (ex: Académie enrichie ou ateliers anticorruption). Cela inclut également de faire vivre les plateformes numériques, outils essentiels d'apprentissage et de ressource pour les membres.

**Federer** : Aider à bâtir des approches RSE solides via accélérateurs et partenariats stratégiques (ex: nouveaux accélérateurs Intégrité, Innovation jeunes, OBNL ; Partenariat Comité 21).

**Mobiliser, Eclairer** : Favoriser l'échange et l'action concrète par la dynamique territoriale et groupes de travail (ex: nouveaux GT Création Valeurs, Enjeux environnementaux)

En capitalisant sur cette offre intégrée et ces outils, le réseau renforce son rôle de catalyseur pour une économie plus juste, inclusive et résiliente. Des événements majeurs comme Futur(s) durable(s) et les Universités d'été ponctueront l'année pour inspirer et mobiliser.

Parallèlement à ces actions, le réseau participera activement à des événements internationaux majeurs tels que la 3e Conférence des Nations Unies sur l'Océan (UNOC), la COP30, l'Assemblée Générale des Nations Unies (UNGA80), ou encore le Forum Business & Human Rights à Genève, afin de contribuer aux débats mondiaux et d'apporter les éclairages nécessaires aux membres.

## Synthèse du budget prévisionnel 2025

|                                                 |                    |
|-------------------------------------------------|--------------------|
| <b>Total recettes (cotisations + locations)</b> | <b>7 574 700 €</b> |
| <b>Charges du Pacte mondial - Réseau France</b> | <b>4 502 650 €</b> |
| <b>Cotisations reversées au siège</b>           | <b>3 058 698 €</b> |
| <b>Total charges</b>                            | <b>7 561 348 €</b> |
| <b>Résultat</b>                                 | <b>13 352 €</b>    |



**Pacte Mondial**  
Réseau France

# **Bilan comptable**

---

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

| ACTIF                                                                                        | Exercice clos le<br>31/12/2024<br>(12 mois) |                |                  |        | Exercice précédent<br>31/12/2023<br>(12 mois) |        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------|------------------|--------|-----------------------------------------------|--------|
|                                                                                              | Brut                                        | Amort. & Prov  | Net              | %      | Net                                           | %      |
| <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                                                                      |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| Immobilisations incorporelles                                                                |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| . Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 88 575                                      | 56 727         | 31 848           | 0,45   | 42 453                                        | 0,67   |
| . Immobilisations incorporelles en cours                                                     | 55 793                                      |                | 55 793           | 0,79   |                                               |        |
| Immobilisations corporelles                                                                  |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| . Autres immobilisations corporelles                                                         | 913 104                                     | 66 489         | 846 615          | 11,97  | 19 711                                        | 0,31   |
| Immobilisations financières                                                                  |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| . Autres                                                                                     | 495 000                                     |                | 495 000          | 7,00   | 59 450                                        | 0,94   |
| <b>TOTAL (I)</b>                                                                             | <b>1 552 473</b>                            | <b>123 216</b> | <b>1 429 257</b> | 20,21  | <b>121 614</b>                                | 1,92   |
| <b>ACTIF CIRCULANT</b>                                                                       |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| Créances                                                                                     |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| . Créances clients, usagers et comptes rattachés                                             | 29 809                                      |                | 29 809           | 0,42   | 20 450                                        | 0,32   |
| . Autres                                                                                     | 41 393                                      |                | 41 393           | 0,59   | 39 683                                        | 0,63   |
| Valeurs mobilières de placement                                                              |                                             |                |                  |        | 36 800                                        | 0,58   |
| Disponibilités                                                                               | 5 209 309                                   |                | 5 209 309        | 73,65  | 6 069 649                                     | 95,64  |
| Charges constatées d'avance                                                                  | 362 998                                     |                | 362 998          | 5,13   | 58 062                                        | 0,91   |
| <b>TOTAL (II)</b>                                                                            | <b>5 643 509</b>                            |                | <b>5 643 509</b> | 79,79  | <b>6 224 644</b>                              | 98,08  |
| Frais d'émission des emprunts (III)                                                          |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| Primes de remboursement des emprunts (IV)                                                    |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| Ecart de conversion Actif (V)                                                                |                                             |                |                  |        |                                               |        |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>                                                 | <b>7 195 982</b>                            | <b>123 216</b> | <b>7 072 766</b> | 100,00 | <b>6 346 258</b>                              | 100,00 |

| PASSIF                                               | Exercice clos le<br>31/12/2024<br>(12 mois) |        | Exercice précédent<br>31/12/2023<br>(12 mois) |        |
|------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------|-----------------------------------------------|--------|
| <b>FONDS PROPRES</b>                                 |                                             |        |                                               |        |
| Fonds propres sans droit de reprise                  |                                             |        |                                               |        |
| Fonds propres avec droit de reprise                  |                                             |        |                                               |        |
| Réserves                                             |                                             |        |                                               |        |
| . Réserves statutaires ou contractuelles             | 5 738 966                                   | 81,14  | 4 334 501                                     | 68,30  |
| Excédent ou déficit de l'exercice                    | -96 132                                     | -1,35  | 1 404 465                                     | 22,13  |
| Situation nette (sous total)                         | 5 642 834                                   | 79,78  | 5 738 966                                     | 90,43  |
| <b>TOTAL (I)</b>                                     | <b>5 642 834</b>                            | 79,78  | <b>5 738 966</b>                              | 90,43  |
| <b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>                      |                                             |        |                                               |        |
| <b>TOTAL (II)</b>                                    |                                             |        |                                               |        |
| <b>PROVISIONS</b>                                    |                                             |        |                                               |        |
| <b>TOTAL (III)</b>                                   |                                             |        |                                               |        |
| <b>DETTES</b>                                        |                                             |        |                                               |        |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés             | 571 959                                     | 8,09   | 243 796                                       | 3,84   |
| Dettes fiscales et sociales                          | 236 436                                     | 3,34   | 163 388                                       | 2,57   |
| Autres dettes                                        | 337 597                                     | 4,77   | 179                                           | 0,00   |
| Produits constatés d'avance                          | 283 940                                     | 4,01   | 199 929                                       | 3,15   |
| <b>TOTAL (IV)</b>                                    | <b>1 429 932</b>                            | 20,22  | <b>607 292</b>                                | 9,57   |
| <b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>         | <b>7 072 766</b>                            | 100,00 | <b>6 346 258</b>                              | 100,00 |
| <b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>                             |                                             |        |                                               |        |
| Legs nets à réaliser :                               |                                             |        |                                               |        |
| - acceptés par les organes statutairement compétents |                                             |        |                                               |        |
| - autorisés par l'organisme de tutelle               |                                             |        |                                               |        |
| Dons en nature restant à vendre                      |                                             |        |                                               |        |
| <b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>                            |                                             |        |                                               |        |

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

| COMPTE DE RÉSULTAT                                                 |  | Exercice clos le<br>31/12/2024<br>(12 mois) |  | Exercice précédent<br>31/12/2023<br>(12 mois) |  | Variation<br>absolue<br>(12 mois) |  | % |  |                   |  |         |  |
|--------------------------------------------------------------------|--|---------------------------------------------|--|-----------------------------------------------|--|-----------------------------------|--|---|--|-------------------|--|---------|--|
|                                                                    |  | Total                                       |  | %                                             |  | Total                             |  | % |  | Variation         |  | %       |  |
| <b>PRODUITS D'EXPLOITATION:</b>                                    |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| Cotisations                                                        |  | 6 896 599                                   |  |                                               |  | 6 675 763                         |  |   |  | 220 836           |  | 3,31    |  |
| Ventes de biens et services                                        |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| - Ventes de prestations de services                                |  | 66 724                                      |  |                                               |  |                                   |  |   |  | 66 724            |  | N/S     |  |
| Produits de tiers financeurs                                       |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| - Concours publics et subventions d'exploitation                   |  | 18 000                                      |  |                                               |  | 40 667                            |  |   |  | -22 667           |  | -55,73  |  |
| - Ressources liées à la générosité du public                       |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges |  | 2 659                                       |  |                                               |  | 409                               |  |   |  | 2 250             |  | 550,12  |  |
| Autres produits                                                    |  | 694                                         |  |                                               |  | 39 265                            |  |   |  | -38 571           |  | -98,22  |  |
| <b>Total des produits d'exploitation (I)</b>                       |  | <b>6 984 677</b>                            |  |                                               |  | <b>6 756 103</b>                  |  |   |  | <b>228 574</b>    |  | 3,38    |  |
| <b>CHARGES D'EXPLOITATION:</b>                                     |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| Autres achats et charges externes                                  |  | 2 675 910                                   |  |                                               |  | 1 421 067                         |  |   |  | 1 254 843         |  | 88,30   |  |
| Impôts, taxes et versements assimilés                              |  | 95 611                                      |  |                                               |  | 57 848                            |  |   |  | 37 763            |  | 65,28   |  |
| Salaires et traitements                                            |  | 1 096 644                                   |  |                                               |  | 762 505                           |  |   |  | 334 139           |  | 43,82   |  |
| Charges sociales                                                   |  | 454 297                                     |  |                                               |  | 299 191                           |  |   |  | 155 106           |  | 51,84   |  |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations                  |  | 72 573                                      |  |                                               |  | 34 678                            |  |   |  | 37 895            |  | 109,28  |  |
| Autres charges                                                     |  | 2 811 803                                   |  |                                               |  | 2 870 553                         |  |   |  | -58 750           |  | -2,04   |  |
| <b>Total des charges d'exploitation (II)</b>                       |  | <b>7 206 838</b>                            |  |                                               |  | <b>5 445 842</b>                  |  |   |  | <b>1 760 996</b>  |  |         |  |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>                            |  | <b>-222 161</b>                             |  |                                               |  | <b>1 310 261</b>                  |  |   |  | <b>-1 532 422</b> |  | -116,95 |  |
| <b>PRODUITS FINANCIERS:</b>                                        |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| Autres intérêts et produits assimilés                              |  | 176 998                                     |  |                                               |  | 111 624                           |  |   |  | 65 374            |  | 58,57   |  |
| <b>Total des produits financiers (III)</b>                         |  | <b>176 998</b>                              |  |                                               |  | <b>111 624</b>                    |  |   |  | <b>65 374</b>     |  | 58,57   |  |
| <b>CHARGES FINANCIERES:</b>                                        |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| <b>Total des charges financières (IV)</b>                          |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| <b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>                               |  | <b>176 998</b>                              |  |                                               |  | <b>111 624</b>                    |  |   |  | <b>65 374</b>     |  | 58,57   |  |
| <b>RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>           |  | <b>-45 164</b>                              |  |                                               |  | <b>1 421 885</b>                  |  |   |  | <b>-1 467 049</b> |  | -103,17 |  |
| <b>PRODUITS EXCEPTIONNELS:</b>                                     |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| <b>Total des produits exceptionnels (V)</b>                        |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| <b>CHARGES EXCEPTIONNELLES:</b>                                    |  |                                             |  |                                               |  |                                   |  |   |  |                   |  |         |  |
| Sur opérations de gestion                                          |  | 240                                         |  |                                               |  | 103                               |  |   |  | 137               |  | 133,01  |  |
| <b>Total des charges exceptionnelles (VI)</b>                      |  | <b>240</b>                                  |  |                                               |  | <b>103</b>                        |  |   |  | <b>137</b>        |  | 133,01  |  |
| <b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>                              |  | <b>-240</b>                                 |  |                                               |  | <b>-103</b>                       |  |   |  | <b>-137</b>       |  | -133,00 |  |
| Impôts sur les bénéfices (VIII)                                    |  | 50 728                                      |  |                                               |  | 17 317                            |  |   |  | 33 411            |  | 192,94  |  |
| Total des produits (I + III + V)                                   |  | 7 161 674                                   |  |                                               |  | 6 867 727                         |  |   |  | 293 947           |  | 4,28    |  |
| Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)                      |  | 7 257 806                                   |  |                                               |  | 5 463 262                         |  |   |  | 1 794 544         |  | 32,85   |  |

| COMPTE DE RÉSULTAT ( suite ) | Exercice clos le<br>31/12/2024<br>(12 mois) | Exercice précédent<br>31/12/2023<br>(12 mois) | Variation<br>absolue<br>(12 mois) | % |
|------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---|
|------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------|---|

|                     |         |           |            |         |
|---------------------|---------|-----------|------------|---------|
| EXCEDENT OU DEFICIT | -96 132 | 1 404 465 | -1 500 597 | -106,83 |
|---------------------|---------|-----------|------------|---------|

|                                                    |        |        |  |  |
|----------------------------------------------------|--------|--------|--|--|
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE |        |        |  |  |
| PRODUITS :                                         |        |        |  |  |
| Dons en nature                                     |        |        |  |  |
| Prestations en nature                              | 70 911 | 29 120 |  |  |
| Bénévolat                                          | 25 685 | 17 787 |  |  |
| TOTAL                                              | 96 596 | 46 907 |  |  |
| CHARGES :                                          |        |        |  |  |
| Secours en nature                                  |        |        |  |  |
| Mise à disposition gratuite de biens et services   |        |        |  |  |
| Prestations                                        | 70 911 | 29 120 |  |  |
| Personnel bénévole                                 | 25 685 | 17 787 |  |  |
| TOTAL                                              | 96 596 | 46 907 |  |  |

### Préambule

Initiative spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, le Pacte Mondial des Nations Unies (ou United Nations Global Compact) est un appel aux entreprises du monde entier à aligner leurs pratiques et leurs stratégies sur Dix principes, qui découlent des textes fondamentaux des Nations Unies, dans les domaines des droits humains, du droit du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption. L'ambition du Pacte mondial est de développer l'impact mondial des entreprises, en respectant ces Dix principes et en atteignant les 17 Objectifs de développement durable (ODD), par le biais d'entreprises et d'écosystèmes responsables, qui favorisent le changement.

Relais local officiel du Pacte mondial des Nations Unies, le réseau français a pour mission d'accompagner la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'appropriation des 17 ODD par le monde économique français. Constitué sous forme associative depuis 2005, le réseau français du Pacte Mondial de l'ONU rassemble plus de 2 100 entreprises de toutes tailles et tous secteurs d'activités, et 100 organisations à but non lucratif autour d'enjeux liés à la responsabilité sociétale et environnementale, et au développement durable. L'adhésion repose sur un engagement volontaire de des membres auprès du Pacte mondial et entraîne le paiement d'une cotisation annuelle destinée à couvrir les frais de fonctionnement du Pacte mondial des Nations Unies et du Réseau France.

Les relations entre le Réseau France et l'UNGC sont gérées au travers de 2 Memorandums of Understanding (MOU) : l'United Nations Global Compact et Foundation for the Global Compact de gestion de droit américain chargé de gérer les finances de l'organisation au niveau mondial. Ces 2 mémorandums définissent également le montant des tarifs d'adhésion et la quote-part consacrée au Réseau France. Le Réseau France collecte donc les cotisations pour lui-même mais également pour l'UNGC. L'association s'appuie sur une équipe salariée de 26 permanents dont les bureaux sont situés à Paris. L'association peut également s'appuyer sur un réseau de bénévoles, dont 21 Entreprises Ambassadrices et des experts issus du monde de l'entreprise. Le Réseau anime ainsi la communauté des membres sur l'ensemble du territoire, propose des ateliers, des conférences, des cycles de formation et des espaces d'échanges entre pairs. Le Réseau assure plus globalement la diffusion des Dix Principes et des 17 ODD auprès du secteur privé et contribue à animer le débat sur les enjeux de Développement durable.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 7 072 766,09 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 96 131,61 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

**1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice**

En 2024, le Pacte Mondial Réseau France (PMRF) a marqué des avancées significatives dans la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Les événements importants de cette année :

Le 30 avril 2024, Pacte Mondial Réseau France a déménagé au 25/27 avenue de Villiers 75017 (Maison du développement durable) qui est une vitrine pour accueillir et mobiliser ses membres et ses partenaires. La modification du siège social, promulguée le 30/04/2025 au JO, intervient suite à la décision de l'ancien bailleur (Kwerk de résilier le contrat, sans impact financier car l'association récupéré le dépôt de garantie.

Les conséquence de déménagement sont :

Impact sur les comptes de bilan :

- \* 850K € ont été investis dans des travaux d'aménagement, AMO et achat de mobilier pour équiper les nouveaux locaux (Notes 3.1)

- \* Les immobilisations (travaux dans les locaux) sont amorties sur la durée du bail (9 ans)

- \* PMRF a obtenu une franchise de loyer de 363 K€ qui a été étalée aussi sur la durée du bail, 336K€ sont comptabilisée dans d'autres dettes (Notes 4.2)

- \* L'association a versé un dépôt de garantie de 225K€ et une GAPD de 270K€ qui figurent en immobilisations financières (Notes 3.1)

Impact sur les comptes de résultat :

- \* L'amortissement des travaux représente 33K€ en 2024.

- \* La franchise de loyer constitue 27K€ en 2024

- \* Les honoraires d'accompagnement immobilier et de négociation du bail figurent en charges pour 171 K€

PMRF sous-loue une partie de ses locaux pour les associations AFNU et ONU Femmes France. D'autres organisations ont également la possibilité de louer des locaux ou de réserver des salles de réunions pour leurs partenaires et membres.

En ce moment, l'association investit dans un outil de travail et de communication et dans une plateforme RSE. Le montant de 55K est enregistré dans l'actif, en tant qu'immobilisations incorporelles en cours.

L'équipe de l'association a été renforcée pour atteindre 26 salariés en fin 2024.

En 2024, 399 nouveaux membres ont rejoint l'association et 161 ont mis fin à leur adhésion. Dans le cadre de la démarche de labellisation IDEAS, un renforcement significatif des processus financiers a été engagé avec la mise en place d'un comité d'audit et contrôle interne et un comité de placement.

L'association a reversé 2 809 K€ de redevances à UNGC, soit 40% de cotisations perçues.

Les cotisations 2025 encaissées en 2024 ont été comptabilisées dans les produits constatés d'avance (PCA (voir Notes 4.2, rubrique : De 0 à 1 an.

Le Pacte Mondial Réseau France a reçu des fonds (33K€ de la part d'UNGC pour la gestion de programmes PRME. En 2024, seulement 7K€ ont été consommés, les 25K€ restants ont été inscrits en PCA (voir Notes 4.2, rubrique De 1 à 5 ans.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice (suite)

Ces événements illustrent l'engagement continu du Pacte mondial de l'ONU - Réseau France dans la promotion de pratiques commerciales responsables et dans la contribution aux objectifs globaux de développement durable.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage :

| Type                                     | Durée         |
|------------------------------------------|---------------|
| Site intranet                            | de 1 à 3 ans  |
| Agencements, aménagements, installations | de 5 à 10 ans |
| Matériel de bureau et informatique       | 3 ans         |
| Mobilier                                 | de 5 à 10 ans |

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

2.2.3 - Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

| Actif immobilisé              | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------|---------------|--------------|------------|--------------|
| Immobilisations incorporelles | 74 175        | 70 193       |            | 144 368      |
| Immobilisations corporelles   | 43 892        | 874 473      | 5 261      | 913 104      |
| Immobilisations financières   | 59 450        | 495 000      | 59 450     | 495 000      |
| TOTAL                         | 177 517       | 1 439 666    | 64 711     | 1 552 473    |

3.2 - Amortissements :

| IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES<br>k                      | A l'ouverture<br>k | Augmentation<br>k | Diminution<br>k | A la clôture |
|---------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|--------------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement |                    |                   |                 |              |
| Fonds commercial                                        |                    |                   |                 |              |
| Autres immobilisations incorporelles                    | 31 722             | 25 005            |                 | 56 727       |
| TOTAL I                                                 | 31 722             | 25 005            |                 | 56 727       |
| Terrains                                                |                    |                   |                 |              |
| Constructions                                           |                    |                   |                 |              |
| sur sol propres                                         |                    |                   |                 |              |
| sur sol d'autrui                                        |                    |                   |                 |              |
| inst. gén., agencmt                                     |                    |                   |                 |              |
| Install. tech., matériel, outill. industriels           |                    |                   |                 |              |
| Autres immobilisations corporelles                      |                    |                   |                 |              |
| Install. générales, agencements divers                  | 2 870              | 26 216            |                 | 29 086       |
| Matériel de transport                                   |                    |                   |                 |              |
| Matériel de bureau et informatique                      | 21 312             | 21 352            | 5 261           | 37 403       |
| Emballage récupérables et divers                        |                    |                   |                 |              |
| TOTAL II                                                | 24 182             | 47 568            | 5 261           | 66 489       |
| TOTAL GENERAL (I+II)                                    | 55 904             | 72 573            | 5 261           | 123 216      |

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

| CREANCES                                 | Montant brut | Echéances jusqu'à 1 an | Echéances à plus d'1 an |
|------------------------------------------|--------------|------------------------|-------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé:          |              |                        |                         |
| Créances rattachées à des participations |              |                        |                         |
| Prêts                                    |              |                        |                         |
| Autres créances                          |              |                        |                         |
| Créances de l'actif circulant:           |              |                        |                         |
| Créances usagers                         | 29 809       | 29 809                 |                         |
| Autres créances                          | 41 393       | 41 393                 |                         |
| Charges constatées d'avance              | 362 998      | 362 998                |                         |
| TOTAL                                    | 434 200      | 434 200                |                         |

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir                           | Montant |
|-----------------------------------------------|---------|
| Participations ou immobilisations financières |         |
| Produits d'exploitation                       | 14 733  |
| Subventions / financements                    |         |
| Autres produits à recevoir                    |         |
| TOTAL                                         | 14 733  |

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

| Variation des fonds propres               | A l'ouverture | Affectation<br>du résultat | Augmentation | Diminution ou<br>Consommation | A la clôture |
|-------------------------------------------|---------------|----------------------------|--------------|-------------------------------|--------------|
| Fonds propres sans droit de reprise       |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Fonds propres avec droit de reprise       |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Ecart de réévaluation                     |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Réserves                                  | 4 334 501     | 1 404 465                  |              |                               | 5 738 966    |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Report à nouveau                          |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Excédent ou déficit de l'exercice         | 1 404 465     | -1 404 465                 |              | -96 132                       | -96 132      |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Situation nette                           | 5 738 966     |                            |              | -96 132                       | 5 642 834    |
| Situation nette dont générosité du public |               |                            |              |                               |              |
| Fonds propres consommables                |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Subventions d'investissement              |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| Provisions réglementées                   |               |                            |              |                               |              |
| Dont générosité du public                 |               |                            |              |                               |              |
| TOTAL                                     | 5 738 966     |                            |              | -96 132                       | 5 642 834    |
| TOTAL dont générosité du public           |               |                            |              |                               |              |

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

| Etat des dettes             | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------|---------------|-------------|--------------|---------------|
| Etablissements de crédit    |               |             |              |               |
| Dettes financières diverses |               |             |              |               |
| Fournisseurs                | 570 632       | 570 632     |              |               |
| Dettes fiscales & sociales  | 236 436       | 236 436     |              |               |
| Dettes sur immobilisations  |               |             |              |               |
| Autres dettes               | 337 597       | 337 597     |              |               |
| Produits constatés d'avance | 283 940       | 258 100     | 25 840       |               |
| TOTAL                       | 1 428 605     | 1 402 765   | 25 840       |               |

4.3 - Charges à payer par poste de bilan

| Charges à payer                    | Montant |
|------------------------------------|---------|
| Emprunts & dettes établ. de crédit |         |
| Emprunts & dettes financières div. |         |
| Fournisseurs                       | 191 129 |
| Dettes fiscales & sociales         | 91 562  |
| Autres dettes                      | 336 061 |
| TOTAL                              | 618 752 |

Les autres dettes sont principalement constituées de la franchise de loyer.

5 - Notes sur le compte de résultat

5.1 - Concours publics et subventions

Une subvention de 40 K€ a été obtenue en 2022 de la part de Direction Générale de la Mondialisation de la Culture, de l'Enseignement et du Développement International pour le soutien au projet intitulé " Favoriser la transformation durable des PME en Afrique francophone".

En 2023 elle a été consommée à la hauteur de 36 000€ et 4 000€ en 2024, pour l' assistance pour la production des modules de formation sur la RSE et la durabilité des PME africaines.

En 2024, une subvention de 14 K€ a été obtenue de la part de Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour poursuivre la deuxième édition le programme "Fondements de la durabilité d'entreprise". Ce programme a pour objectif de renforcer les capacités des entreprises en Afrique francophone pour leur permettre d'intégrer des normes de durabilité dans leurs activités afin de favoriser l'atteinte des Objectifs de développement durable, y compris l'autonomisation des femmes, la lutte contre la corruption, la promotion du travail décent, 'adaptation et la lutte contre le réchauffement climatique.

5.2 - Subventions d'exploitation

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | Montant notifié N | Montant perçu N | Montant restant à percevoir en N+1 | Montant perçu d'avance en N | Montant perçu d'avance en N-1 |
|-----------------------|------------------------|-------------------|-----------------|------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| MEAE                  | PME Afrique            |                   |                 |                                    |                             | 4 000                         |
| MEAE                  | PME Afrique            | 14 000            | 14 000          |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
|                       |                        |                   |                 |                                    |                             |                               |
| TOTAL                 |                        | 14 000            | 14 000          |                                    |                             | 4 000                         |

**6 - Autres informations****6.1 - Nature et évaluation des contributions volontaires**

Conformément aux obligations légales, les contributions bénévoles du Pacte mondial Réseau France sur l'année 2024 ont été agrégées et valorisées.

Ce calcul regroupe les différentes participations des adhérents aux groupes de travail, comités de pilotage, comités de sélection, les interventions lors des évènements en région, le baromètre ODD, ou encore le travail d'ambassadeur et la participation active aux cercles pour lesquels un forfait de 2h par mois a été attribué. Ce calcul exclut cependant les réunions de Conseil d'administration, de Bureau et d'Assemblée générale, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le calcul de la valorisation financière, il a été décidé d'attribuer à chaque heure la valeur de 4 x le SMIC horaire brut (11,88 €), soit 47,52 €, afin de s'aligner sur un salaire cadre.

Au total 540.50 heures de contributions bénévoles ont été recensées en 2024, soit une valeur équivalente à 25 685 €.

La valorisation de Martine Bourcy-Reiss, en mécénat de compétence auprès du Pacte Mondial - Réseau France, en charge du programme "rémunération décente/Living Wage", a été valorisé par Michelin à 70 911€.

**6.2 - Honoraires du commissaire aux comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 9 500.00 €.



**Pacte Mondial**  
Réseau France

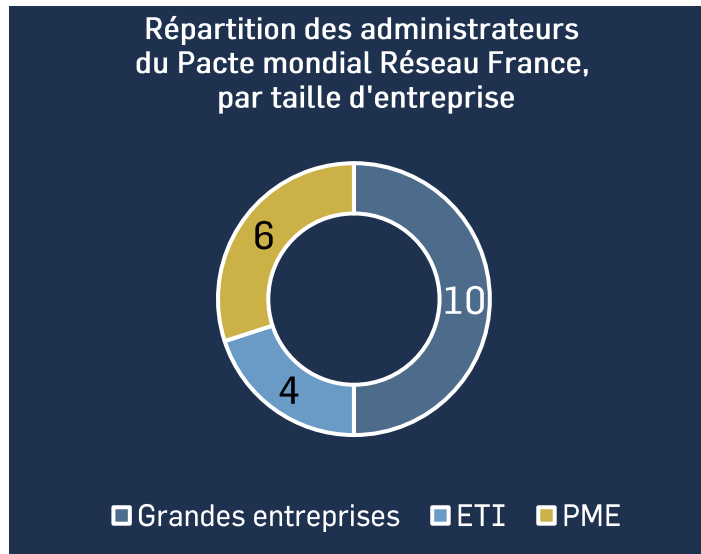
# **Communication sur l'engagement (CoE)**

---

# 1. Actions internes

## 1.1 Engagement

Le Pacte mondial - Réseau France s'est attaché à incarner une gouvernance représentative de ses membres. Ainsi, sur les 20 entreprises administratrices, un peu moins de la moitié est basée en dehors de l'Ile-de-France, couvrant une majeure partie du territoire. Une attention a également été portée à la représentation de différentes tailles d'entreprises puisque le Conseil d'administration se compose actuellement de 10 Grandes entreprises, 4 Entreprises de taille intermédiaire et 6 PME.



### Répartition des entreprises membres du Conseil d'administration sur le territoire



## Valorisation des contributions volontaires

Le Pacte mondial Réseau France est un réseau d'animation qui fédère une communauté d'entreprises engagées sur l'ensemble du territoire national. Afin de garantir un accompagnement de proximité et de ne laisser aucune entreprise de côté, il s'appuie sur un réseau structuré d'entreprises ambassadrices et de cercles régionaux couvrant l'ensemble des territoires. Cette organisation lui permet de diffuser ses actions au plus près des besoins et des réalités locales.

Conformément aux obligations légales liées aux acteurs associatifs, les contributions bénévoles du Pacte mondial - Réseau France sur l'année 2024 ont été agrégées et valorisées. Ils sont comptabilisés en contribution en nature.

Cette valorisation recense les différentes participations des adhérents aux groupes de travail comme experts, comités de pilotage, comités de sélection, les interventions lors des événements en région ou encore la mission d'Entreprise Ambassadrices et Animatrices de Cercles. Cette valorisation exclut cependant les réunions de Conseil d'administration, de Bureau et d'Assemblée générale, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour le calcul de la valorisation financière, il a été décidé d'attribuer à chaque heure la valeur de 4 SMIC horaire brut (11,88€), soit 47,52€, afin de s'aligner sur un salaire cadre moyen. Au total, **540.5 heures de contributions bénévoles** ont été recensées en 2024, soit une valeur équivalente de **25 685 €**.

#### Répartition sur le territoire des entreprises du conseil d'administrations



## 1.1 Ressources humaines

### Croissance et structuration de l'équipe salariée

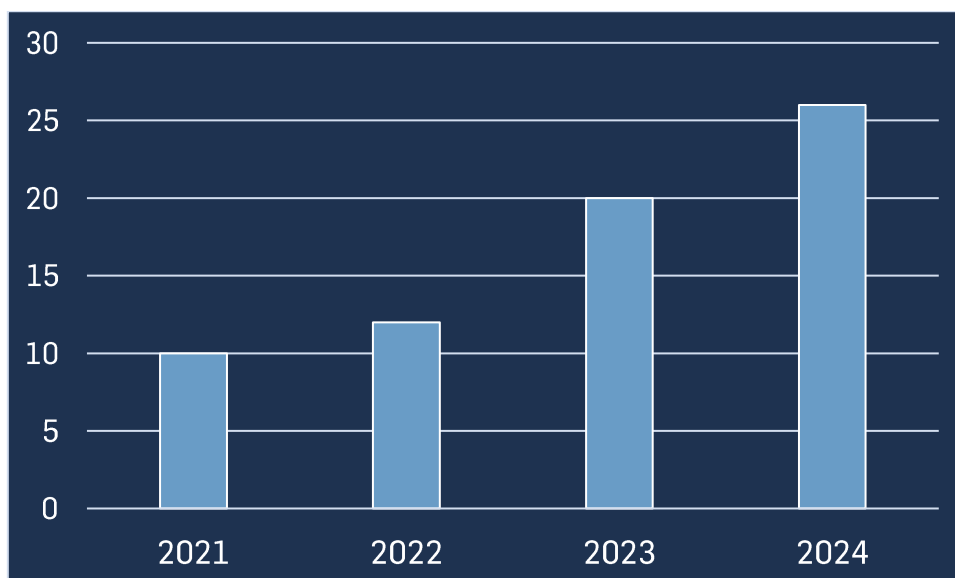


Depuis 2021, l'équipe permanente a été en constante croissance : de 6 à 26 à fin 2024. Cette croissance s'inscrit dans une démarche de service toujours plus forte à l'égard de nos membres, et donne au Réseau France la capacité de travailler sur la mise en œuvre de davantage de contenu programmatique et de présence sur le territoire.

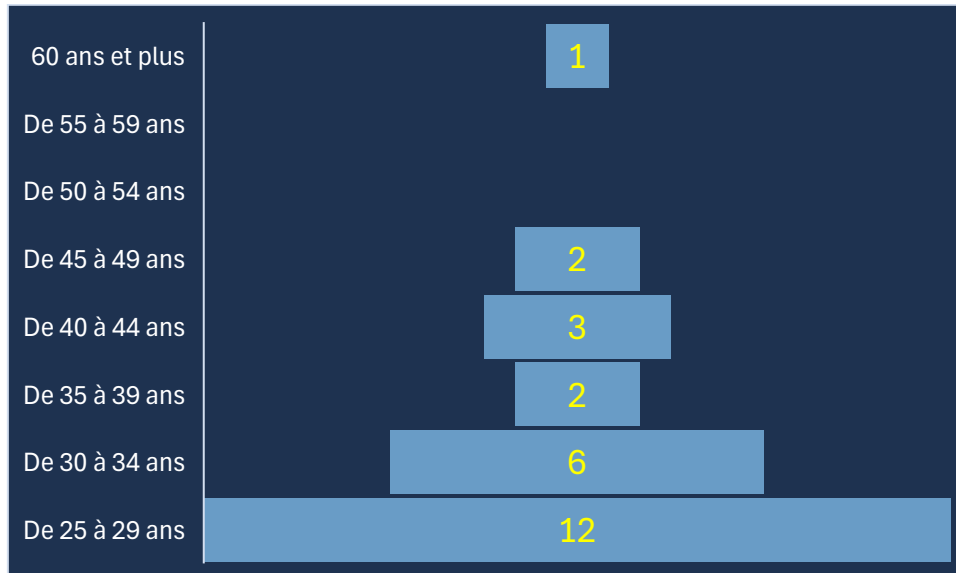
### Mécénat de compétences

Au cours de l'année, l'association a bénéficié d'un mécénat de compétences d'une durée de six mois, représentant une valorisation estimée à 70 000 euros. Cette mise à disposition gracieuse a permis à une salariée experte en droits humains de l'entreprise Michelin d'intégrer temporairement le pôle Programmes. Son intervention a apporté une expertise stratégique et opérationnelle significative notamment sur la thématique travail décent, contribuant au renforcement de la qualité et de l'impact de nos actions dans ce domaine.

#### Historique de l'effectif salarié



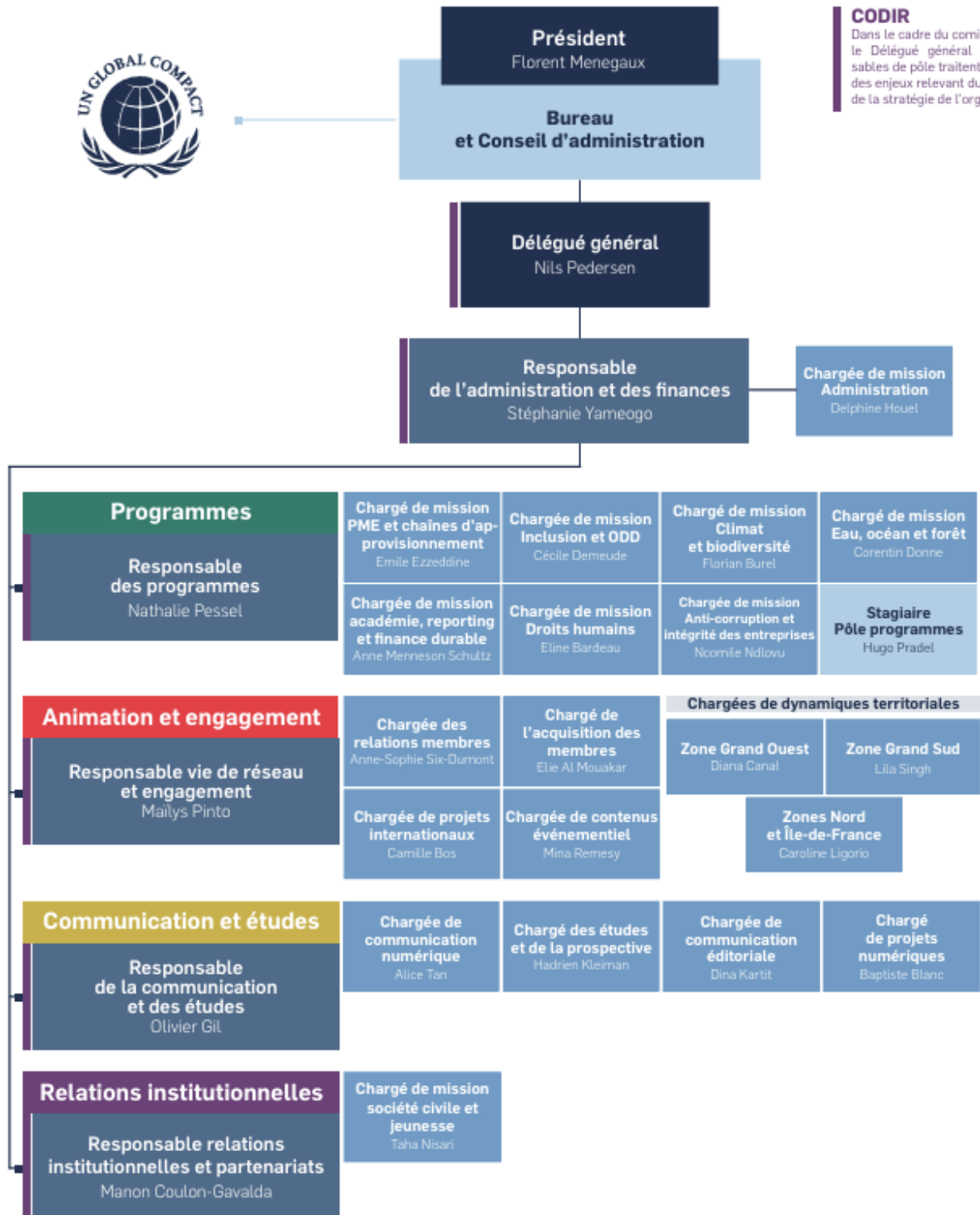
#### Pyramide des âges



| Évolution de l'ancienneté des salariés |      |      |      |      |
|----------------------------------------|------|------|------|------|
|                                        | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
| Inférieure à 1 an                      | 7    | 3    | 8    | 10   |
| De 1 à 3 ans                           | -    | 6    | 6    | 6    |
| De 3 à 5 ans                           | 2    | 1    | 4    | 8    |
| De 5 à 7 ans                           | 1    | 2    | 1    | 1    |
| De 7 à 10 ans                          | -    | -    | 1    | 1    |

La structuration de l'équipe en pôles thématiques vient également permettre une meilleure articulation entre l'offre programmatique, l'animation de la vie du réseau, la communication, les relations institutionnelles et ce qui relève de l'administration et de la gestion. Un comité de Direction (CODIR) a été mis en œuvre en 2024, qui rassemble autour du Délégué général 5 Responsables de Pôles.

Organigramme au 31.12.2024



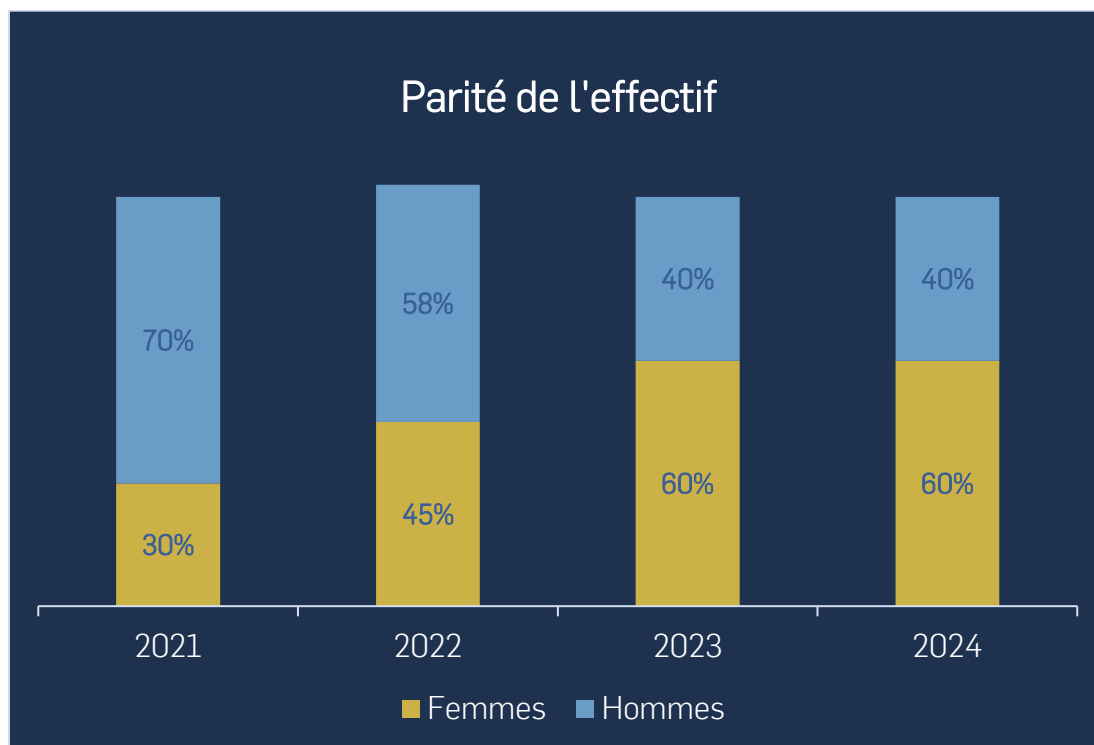
#### CODIR

Dans le cadre du comité de direction, le Délégué général et les Responsables de pôle traitent de l'ensemble des enjeux relevant du déploiement de la stratégie de l'organisation.

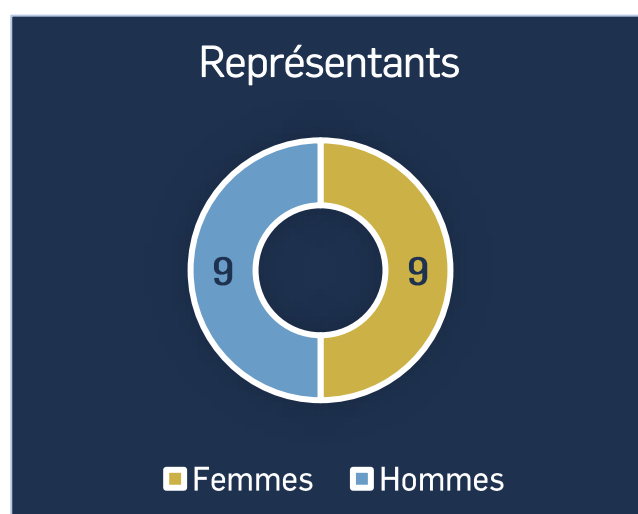
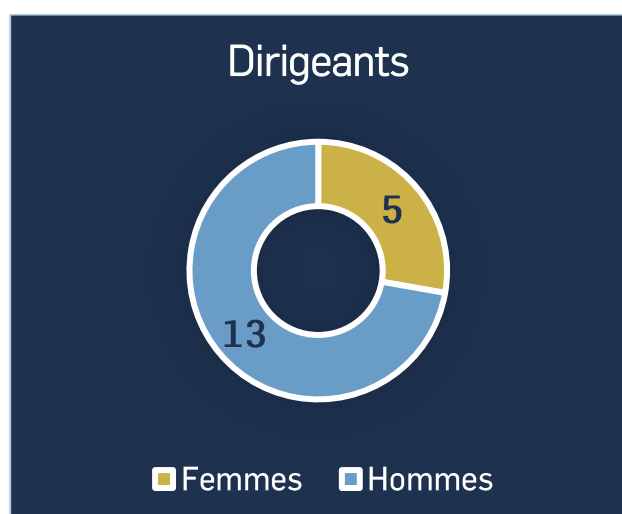
## Parité



Avec la croissance de l'équipe permanente, une attention particulière a été portée à la parité. En 2024, la part de salarié était de 60 % de femmes et 40% d'hommes.



Le Pacte mondial - Réseau France porte également une attention particulière à la parité au sein du Conseil d'administration. Si les plus hauts représentants des entreprises administratrices demeurent essentiellement des hommes, la représentation effective de ces entreprises au Conseil d'administration est bien plus équilibrée, avec 9 femmes et 9 hommes.



## Prime mobilité durable



Afin de favoriser l'utilisation de moyens de transports alternatifs aux véhicules thermiques, le Pacte mondial Réseau France a mis en place la prime mobilité durable pour les salariés se rendant sur leur lieu de travail à vélo. Au total, un tiers des salariés du Pacte mondial Réseau France ont ainsi bénéficié de cette prime mobilité durable en 2024. Les deux tiers restants bénéficiant de la prise à 50% en charge du pass Navigo.

## Revalorisation salariale pour palier à l'inflation



Avec la hausse de l'inflation en 2024, une revalorisation salariale de 4%, a été mise en place au mois de février 2024. Le Pacte mondial – Réseau France a changé de mutuelle et a désormais rejoint ALAN, un partenaire offrant des garanties renforcées. Cette nouvelle mutuelle inclut des services innovants tels que la téléconsultation médicale via son application et l'accès au service clinique Alan. Ce dernier propose notamment des accompagnements en gestion du stress, soutien psychologique et prévention santé.

## Formations



Sur l'année 2024, des formations collectives et individuelles ont été mises en place pour l'ensemble de l'équipe. Ainsi, 100% des salariés ont pu suivre une ou plusieurs formations sur l'année. L'ensemble de l'équipe a été formé aux gestes de premiers secours ainsi qu'à la prévention et à la gestion des risques incendie, incluant les procédures d'évacuation et l'utilisation des extincteurs. Par ailleurs, les pôles Programme et Vie de réseau & Engagement ont suivi une formation aux fondamentaux de la CSRD, afin de mieux accompagner nos membres dans la compréhension et la mise en œuvre de cette nouvelle réglementation européenne notamment en s'appuyant sur la CoP.

## Bien-être au travail

En 2024, le Pacte mondial – Réseau France a franchi une étape significative en installant son siège dans un bâtiment en propre situé au 25/27 avenue de Villiers, dans le 17ème arrondissement de Paris. Ce nouvel emplacement, bénéficiant de labels attestant de sa qualité environnementale, offre un cadre de travail optimisé pour les équipes. Le bâtiment dispose d'un jardin, de plusieurs salles permettant l'organisation d'événements par les salariés, et témoigne de l'engagement du Pacte mondial envers un environnement de travail à la fois agréable et fonctionnel.

Poursuivant sa démarche initiée en 2023, le Pacte mondial – Réseau France a formalisé sa politique de télétravail par la mise en œuvre d'une Charte télétravail, signée par tous les collaborateurs. Cette charte établit un jour fixe de télétravail hebdomadaire pour l'ensemble des salariés. De plus, les salariés cadres au forfait jour bénéficiant déjà d'une flexibilité horaire disposent en plus de cinq jours supplémentaires de télétravail, pour faire face aux besoins imprévus. Cette organisation témoigne de la volonté du Pacte mondial d'offrir un environnement de travail souple et adapté aux différentes situations.

En 2024, le Pacte mondial – Réseau France a organisé un séminaire d'équipe de trois jours à La Rochelle, réunissant salariés et stagiaire. Animé par une accompagnatrice spécialisée dans la gestion d'associations humanitaires, ce séminaire a permis une réflexion collective autour de thématiques clés soulevées par l'équipe, notamment la relation avec les membres. Des activités extra-professionnelles ont également enrichi ces journées de travail collaboratif.

92,31%  
des salariés ont  
déclaré qu'ils ont les  
moyens de réaliser  
mes missions

100%  
des salariés ont  
déclaré être à l'aise  
pour exprimer leurs  
opinions

100%  
des salariés ont  
déclaré être fier de  
travailler pour le  
Pacte mondial -  
Réseau France

100%  
des salariés ont  
déclaré adhérer aux  
valeurs du Pacte  
mondial - réseau  
France

## 1.2 Structuration de la politique de déplacement



Toujours dans une logique de réduction des émissions liées aux déplacements, tout en prenant en compte les obligations liées à l'animation d'un réseau national et à l'intégration à une organisation internationale, le Pacte mondial Réseau France a poursuivi la structuration de sa politique de déplacements en 2024.

Ainsi, l'utilisation du train est largement privilégiée pour les déplacements hors de Paris, avec une utilisation de l'avion exceptionnelle réservée aux déplacements à l'étranger ou pour les trajets en train de plus de 4h. Désormais, le Pacte mondial – Réseau France dispose d'une plateforme de réservation interne. Cet outil vise à simplifier le parcours des utilisateurs (salariés) et à accroître leur autonomie dans la gestion de leurs déplacements. En parallèle, il permet un suivi plus précis de ces déplacements.

Les déplacements dans Paris et en Ile de France se font exclusivement en transports en commun, et pour ce qui est du transport de matériel, les modes de transports vertueux sont privilégiés comme les véhicules électriques ou les vélos cargos.

## 1.3 Politique cadeaux



Afin de s'aligner par rapport aux autres organismes onusiens, le Pacte mondial Réseau France a mis en place son propre registre des cadeaux, et s'engage à partager tout cadeau reçu de plus de 70€ avec l'ensemble des salariés.

# 2. Actions vis-à-vis de nos parties prenantes

## 2.1 Transparence



Afin de s'aligner sur les *Quality Standards* du Pacte mondial des Nations Unies, le Réseau France a mis en place son propre registre des liens d'intérêts, rendu public pour les administrateurs. Ce registre détaille les différents mandats, bénévoles ou rémunérés, exercés par les administrateurs en dehors du Pacte mondial Réseau France. Il est consultable sur le site web.

## 2.2 Évènements

### Politique d'organisation événementielle responsable



Durant l'année 2024, le Pacte mondial Réseau France a veillé à mettre en œuvre une démarche responsable lors de l'organisation de ses évènements. Pour son Assemblée générale organisée en juin 2024 au Musée du Quai Branly, une attention particulière a été portée à l'utilisation de matières alternatives au plastique. Ainsi l'ensemble des différents supports de communication ont été réalisés en carton et de manière réutilisable. Par ailleurs, le déjeuner n'était composé que de produits saisonniers et locaux (rayon de 100km).

De même, le Pacte mondial – Réseau France a mis en place une charte de fournisseurs durables pour la gestion et l'entretien de la Maison du Développement Durable, ainsi que pour les événements qui y sont organisés. Cette démarche souligne l'engagement du réseau en faveur de pratiques responsables à tous les niveaux de ses opérations.